

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2017

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel (à partir du rapport n°12)	JUHEL Laurent	CARPENTIER Vincent
BAUDRY Paul	KEHRIG COTTENÇON Chantal	MOTSCH Nathalie
BISAUTA Martine	LAFLAQUIERE Jean-Pierre (à partir du rapport n°12)	
CARASCO Olivier	LESPADE Jean-Marc	
DARRIBEROUGE Louis	NARBAIS-JAUREGUY Eric	
ETCHEGARAY Jean-Pierre	NOUSBAUM Pierre-Marie	
ETCHEGARAY Jean-René (à partir du rapport n°5)	OLIVE Claude	
FOURNIER Jean-Louis	SALDUCCI Jean-Paul	
GONZALES Christian	SOROSTE Michel	
HACALA Germaine	VEUNAC Jacques (à partir du rapport n°6)	
HIRIART-URRUTY Argitxu	VEUNAC Michel	
HOURCADE Robert		

Titulaires excusés	Suppléants désignés
BONNAMY Eric	ORTIZ Laurent
CHARRON Martine	DAMESTOY Roland
ETCHEMENDY René (démissionnaire)	CACHENAUT Bernard
IBARLUCIA Michel	FOURQUET Guillaume
LASSERRE-DAVID Florence	GOURGUES Jean-Paul
PONS Yves	DIBON Pierre

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
DAGORRET Francis	CARASCO Olivier
MENDIBURU Paul	ETCHEGARAY Jean-Pierre
NEYS Philippe	ETCHEGARAY Jean-René
THEBAUD Marie-Ange	BISAUTA Martine

Secrétaire de Séance : Olivier CARASCO

OJ N°12 : PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS -ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS SUR SON RESSORT TERRITORIAL ET D'UNE ASSISTANCE A MAITRE D'OUVRAGE

La modification du ressort territorial rend nécessaire l'élaboration d'un nouveau PDU dans un délai de 3 ans. Conformément à la loi, d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982, le Plan de Déplacements Urbains (PDU) est un document de planification qui détermine, pour les 10 ans à venir, les principes qui orientent l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement dans son ressort territorial.

Ce document sera à construire en lien avec le projet territorial de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, le Schéma de Cohérence territoriale, les différents PLU et PLU Intercommunaux, le PLH et le Plan Climat Air Energie Territoire conformément à la réglementation en vigueur.

En vertu de l'article L.1214-2 du code des transports, le PDU vise à assurer :

- l'équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilités d'accès, et la protection de l'environnement et de la santé,
- le renforcement de la cohésion sociale et urbaine, notamment l'amélioration de l'accès aux réseaux de transports publics des personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, ainsi que des personnes âgées,

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- l'amélioration de la sécurité de tous les déplacements, en opérant, pour chacune des catégories d'usagers, un partage de la voirie équilibré entre les différents modes de transport et en effectuant le suivi des accidents impliquant au moins un piéton ou un cycliste,
- la diminution du trafic automobile,
- le développement des transports collectifs et des moyens de déplacement les moins consommateurs d'énergie et les moins polluants (notamment l'usage de la bicyclette et la marche à pied),
- l'amélioration de l'usage du réseau principal de voirie dans l'agglomération, y compris les infrastructures routières nationales et départementales, par une répartition de son affectation entre les différents modes de transport et des mesures d'information sur la circulation,
- l'organisation du stationnement sur la voirie et dans les parcs publics, notamment en définissant les zones où la durée maximale est réglementée, les zones de stationnement payant, les emplacements réservés aux personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, la politique de tarification des stationnements sur la voirie et dans les parcs de villes, les modalités particulières de stationnement et d'arrêt de véhicules de transport public, des taxis et des véhicules de livraison de marchandises, les mesures spécifiques susceptibles d'être prises pour certaines catégories d'usagers, notamment tendant à favoriser le stationnement des résidents et des véhicules bénéficiant du label « autopartage » tel que défini par voie réglementaire,
- l'organisation des conditions d'approvisionnement de l'agglomération nécessaires aux activités commerciales et artisanales, en mettant en cohérence les horaires de livraison, les poids et dimensions des véhicules de livraison dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de mobilité, en prenant en compte les besoins en surfaces nécessaires aux livraisons pour limiter la congestion des voies et aires de stationnement, en améliorant l'utilisation des infrastructures logistiques existantes, notamment celles situées sur les voies de pénétration autres que routières et en précisant la localisation des infrastructures à venir, dans une perspective multimodale,
- l'amélioration du transport des personnels des entreprises et des collectivités publiques en incitant ces dernières à prévoir un plan de mobilité et à encourager l'utilisation par leur personnel des transports en commun et le recours au covoiturage,
- l'organisation d'une tarification et d'une billettique intégrées pour l'ensemble des déplacements, incluant sur option le stationnement en périphérie et favorisant l'utilisation des transports collectifs par les familles et les groupes,
- la réalisation, la configuration et la localisation d'infrastructures de charge destinées à favoriser l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Ainsi,

- En agissant à l'interface entre urbanisme et déplacements le PDU fait entrer la mobilité au cœur des pratiques du territoire, de manière à penser une urbanisation qui permettra des offres alternatives à l'automobile.
- La mise en œuvre d'une intermodalité bien pensée permettra de tirer parti de la diversité des modes de transports du territoire.
- Au travers du management de la mobilité, le PDU se propose de développer les actions en faveur de l'écomobilité, d'améliorer le rôle de conseil du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour et de développer l'usage de véhicules propres.
- Le PDU pointe l'amélioration du système de transport notamment pour fiabiliser les temps de parcours et améliorer l'information des voyageurs et la modernisation du parc de matériel roulant.
- L'amélioration de l'accessibilité pour permettre les déplacements de tous est au cœur des enjeux du PDU.
- Les modes actifs devront être confortés dans leur rôle structurant et complémentaire. Il s'agira d'améliorer la qualité et la cohérence des aménagements cyclables et de développer ceux en faveur des piétons notamment dans les zones où sa présence est forte.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- Le stationnement devra pleinement jouer son rôle de levier dans le système des déplacements. Il s'agira de faire évoluer et d'harmoniser les politiques et la réglementation en place, d'améliorer l'attractivité des parcs en ouvrage, de maîtriser le nombre de place sur le domaine public afin de rendre plus attractives les offres de transport collectif notamment.
- Le partage de la voirie et la protection de l'environnement permettront d'améliorer le cadre de vie des habitants du territoire. Le PDU s'attache à définir des aménagements routiers où les modes alternatifs trouveront toute leur place. La sécurité de déplacements est prise en compte au travers de la poursuite de mise en place de zones de circulation apaisée ou de la baisse de vitesse sur les axes importants.
- La mise en place d'une véritable politique de prise en compte de la mobilité des marchandises à l'échelle du ressort territorial permettra d'harmoniser et de rendre compréhensible la réglementation en place, d'améliorer les conditions de stationnement pour les véhicules de livraisons et de s'orienter vers une possible mutualisation des flux de marchandises à destination des centres-villes.
- Enfin le PDU se veut être un élément fédérateur permettant la mise en cohérence des politiques de mobilité en coordonnant et en clarifiant le rôle de chacun des acteurs du territoire. Le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour devra se doter des outils nécessaires à l'évaluation, l'analyse et le suivi des actions du PDU, ainsi qu'à assurer une veille et une diffusion des connaissances techniques et réglementaires en matière de déplacements.

Pour y parvenir, il est souhaité obtenir l'aide d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour notamment :

- réaliser un diagnostic et une évaluation,
- définir des orientations avec des enjeux pour fixer le cap et l'élaboration d'un scénario pour l'atteindre,
- élaborer un plan d'action en réponse au choix du scénario préférentiel,
- valider et arrêter le projet PDU,
- lancer la consultation publique avant l'adoption du projet PDU.

Au vu ces éléments, il est proposé au Comité Syndical de :

- autoriser l'engagement de la procédure d'élaboration du Plan de Déplacements Urbains sur son ressort territorial,
- donner un avis favorable à l'engagement d'une assistance à maîtrise d'ouvrage,
- autoriser Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation de la procédure de PDU et notamment :
 - solliciter l'Etat pour la rédaction d'un Porter à Connaissance,
 - lancer la consultation d'assistance à maîtrise d'ouvrage
 - lancer la consultation des personnes publiques associées,
 - lancer la consultation de l'autorité environnementale pour l'évaluation environnementale,
 - lancer la préparation de l'enquête publique sur le projet de PDU arrêté et saisir le tribunal administratif pour la désignation des commissaires enquêteurs, à l'issue de la phase de consultations des personnes publiques associées et de l'autorité environnementale.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.

Certifié exécutoire.

Transmis à la Sous-Préfecture

De Bayonne le ... 20 DEC. 2017

Affiché le ... 20 DEC. 2017

Le Président,



Claude OLIVE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 20/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/12/2017

SIQUE-ADOUR

05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99